COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 22 octobre 2010
(convocation du 11 octobre 2010)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Deux Octobre Deux Mil Dix à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, M. CAZABONNE Didier, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. ASSERAY Bruno, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

Mme BOST Christine à M. FREYGEFOND Ludovic à cpter de 12 h 25
Mme CARTRON Françoise à M. PIERRE Maurice
M. CHAUSSET Gérard à Mme CURVALE Laure
Mme CURVALE Laure à M. DANJON Frédéric à cpter de 13 h 00
M. GAUTE Jean-Michel à M. GAÜZERE Jean-Marc
M. GUICHARD Max à M. OLIVIER Michel à cpter de 11 h 40
M. ROSSIGNOL Clément à M. JOANDET Franck à cpter de 12 h 30
M. SAINTE MARIE Michel à M. TRIJOLET Thierry jusqu'à 10 h 10
M. SEUROT Bernard à M. BOBET Patrick
Mme LACUEY Conchita à M. TOUZEAU Jean à cpter de 12 h 25
M. AMBRY Stéphane à M. PAILLART Vincent
M. ANZIANI Alain à M. BAUDRY Claude
Mme BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques
Mme BREZILLON Anne à Mme PIAZZA Arielle jusqu'à 10 h 40

M. BRUGERE Nicolas à M. DUCASSOU Dominique
M. CAZENAVE Charles à Mme COLLET Brigitte
Mlle COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel
M. COUTURIER Jean-Louis à M. LAGOFUN Gérard à cpter de 11 h 30
Mlle DELTIMPLE Nathalie à M. DUBOS Gérard
M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul à cpter de 10 h 30
M. EGRON Jean-François à M. GUICHOUX Jacques
Mlle EL KHADIR Samira à M. MOULINIER Maxime
M. FEUGAS Jean-Claude à Mme MELLIER Claude
M. JOUBERT Jacques à Mme CHAVIGNER Michèle
M. PENEL Gilles à Mme ISTE Michèle
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. SENE Malick à M. DAVID Alain

LA SEANCE EST OUVERTE

**Marchés Publics - AMBES - Augmentation de la capacité de traitement
(extension ou reconstruction) de la station d'épuration AMBES - CD10 -
Adoption - Autorisations**

Monsieur TURON présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La Communauté urbaine de Bordeaux s'est lancée, depuis 1998, dans un important programme de mise en conformité des rejets de toutes ses stations d'épuration, arrêté dans un Schéma Directeur des Eaux Résiduaires Urbaines (approuvé par délibération du Conseil de Communauté du 27 octobre 1998), prévoyant une planification des investissements dans le temps.

Dans ce programme, la station d'épuration AMBES CD10 dispose d'un arrêté d'autorisation d'exploitation au titre de la Loi sur l'Eau (arrêté n° OS884 du 30/12/2005) pour un débit journalier de 750 m³/j et une capacité de traitement journalière correspondant à 3000 équivalents habitants. Les capacités de la station sont adaptées aux volumes et aux flux de pollution actuels des effluents à traiter (pour une qualité des rejets conforme à la réglementation en vigueur) et à une évolution moyenne de population pour les 10 prochaines années (soit environ 200 à 300 équivalents habitants supplémentaires) ; les travaux initialement envisagés au Schéma Directeur ne concernaient que la fiabilisation de cette station d'épuration par l'amélioration et la fiabilisation du prétraitement et de la filière boues.

Cependant, en 2008, la mairie d'Ambès a autorisé la réalisation dans le quartier Beauregard, d'un projet d'aménagement privé susceptible de déboucher sur la création de 600 logements raccordables sur cette station. Une première tranche d'environ 300 logements a déjà donné lieu à un permis de construire.

Ces perspectives d'accroissement de la population nécessitent désormais une extension de la capacité de traitement de la station de l'ordre de 3000 équivalents habitants.

L'objet de la présente délibération est d'apporter des aménagements à la délibération n°2008/0506 du 18 juillet 2008. Ainsi le Conseil de Communauté avait modifié son Schéma Directeur des Eaux Résiduaires Urbaines, en adoptant un programme d'extension de la station d'épuration d'Ambès CD10, pour porter la capacité totale de

traitement de la station à 5 000 équivalents habitants, pour un montant d'opération d'environ 2 millions d'euros TTC (valeur 2008).

Le projet est donc remanié pour porter la capacité totale de traitement de la station à 6000 équivalents habitants conduisant à un montant actualisé de l'opération à 2 800 000 € T.T.C.

Ce projet est inscrit au contrat de co-développement de la Commune d'Ambès (fiche action n°2).

Compte tenu des particularités de ce projet, la procédure retenue par la collectivité pour mener à bien la réalisation de ces équipements, prend la forme d'un marché négocié en procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics.

En outre, la réalisation de ces infrastructures étant spécifique, il apparaît nécessaire d'associer et de confier au même entrepreneur les missions d'études et de réalisation des ouvrages, ce marché s'inspirera de ceux de « conception/réalisation ».

En effet, dans le cadre de ce type de projet, le processus de traitement retenu par l'entreprise soumissionnaire détermine et organise la construction des bâtiments. Dans ce cas précis, il est alors nécessaire d'associer l'entrepreneur aux études de conception dans lesquelles s'intègre l'architecture technique.

La procédure retenue permet de comparer l'efficacité et le coût global des techniques qui seront proposées et de bénéficier de la technicité des candidats.

L'enveloppe financière prévisionnelle globale de l'opération de mise aux normes de la station d'épuration « AMBES CD10 », est inscrite en Programme Pluriannuel d'Investissement (P.P.I.) 2011 / 2015, à hauteur de 2 341 137 € HT soit 2 800 000 € T.T.C. (valeur 2010) dont 1 404 000 € H.T pour le Génie Civil et 937 137 € H.T pour les équipements, matériels et outillages techniques.

MARCHE NEGOCIE EN PROCEDURE ADAPTEE

1) Prestations faisant l'objet du marché

Les prestations qui seront confiées au groupement retenu, fondées sur le programme de l'opération, recouvrent notamment:

- l'ensemble des études techniques d'avant projet, de projet et d'exécution,
- les démarches nécessaires au dépôt et à l'obtention des permis de construire y compris modificatifs et de démolir et des autorisations requises,
- les études, prestations et les travaux relatifs à la sécurité et à la protection de la santé
- les études, prestations et travaux relatifs à la réglementation A.T.E.X.,
- l'élaboration du dossier d'autorisation de l'ensemble de la station au titre de la Loi sur l'Eau,

- l'étude et la mise en œuvre de solutions techniques permettant la valorisation optimale des énergies renouvelables présentes sur le site,
- l'étude de fiabilité comprenant notamment les études de risques quantitatives et qualitatives (AMDEC, arbres de défaillance, analyse de disponibilité de la station,...),
- la fourniture, la pose et le maintien de deux panneaux d'information fournis par le pouvoir adjudicateur,
- les travaux de Génie Civil dont notamment les installations de chantiers, la préparation des terrains, la réhabilitation des ouvrages existants, la déconstruction de tous les ouvrages non réutilisés, le tri et l'évacuation des matériaux excédentaires, les terrassements, la réalisation des fondations profondes, la construction des ouvrages et bâtiments, ainsi que l'ensemble de la réalisation des voiries, des réseaux et des aménagements paysagers, les branchements provisoires et définitifs,
- les déviations provisoires et définitives des réseaux de toute nature dans l'enceinte de la station et sous l'emprise des voiries du domaine public concernées,
- les travaux de construction des ouvrages et équipements dont notamment la fourniture, le transport, le montage et les essais des matériaux hydrauliques, mécaniques et électriques, en usine et sur site, le démontage, le tri et l'évacuation des équipements non réutilisés,
- la mise en route des installations et les essais de garantie,
- les dossiers des ouvrages exécutés et les pièces de récolement,
- toute mission et prestation nécessaires au parfait achèvement des ouvrages et au bon fonctionnement des installations construites ou/et réhabilitées conformément aux normes et règles de l'art, et de manière générale, l'ensemble des ouvrages et équipements décrits dans le Programme Fonctionnel Détaillé et complétés par l'attributaire dans son offre.

2) Candidatures

Le marché négocié restreint en procédure adaptée, compte tenu de l'estimation de la prestation, sera de portée nationale.

Le nombre de candidatures que le pouvoir adjudicateur envisage d'inviter à présenter une offre est de 5. Les candidats devront faire preuve, dans le cadre de groupement, de leurs capacités de conception et de réalisation de stations d'épuration d'eaux résiduaires urbaines de taille au moins équivalente et devront comprendre un architecte.

3) Prestations à remettre par chaque candidat dans son offre

Les candidats sont tenus de présenter une offre, pour la conception et la réalisation complète des prestations et installations définies, permettant d'atteindre les performances exigées au Programme Fonctionnel Détaillé sur la base d'un avant projet qui devra notamment :

- confirmer la faisabilité du programme du pouvoir adjudicateur, notamment par un mémento technique circonstancié,
- préciser la ou les solutions proposées, déterminer les caractéristiques, la répartition des ouvrages et leurs liaisons, fixer les relations fonctionnelles de tous les éléments majeurs,

- proposer les implantations des principaux ouvrages,
- vérifier et préciser la compatibilité de la ou des solutions proposées avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité,
- fixer les phases de réalisation, les délais en compatibilité avec la continuité de l'exploitation,
- confirmer et expliciter la faisabilité de la réalisation en ce qui concerne : le sous sol, les réseaux souterrains et la continuité de fonctionnement des installations en service : préciser les arrêts prévisibles,
- préciser les principes de construction des fondations, des structures, leur dimensionnement,
- préciser les modalités d'exécution des travaux,
- préciser les choix de process et d'équipements,
- préciser les choix, les qualités de produits, matériels et matériaux,
- présenter et expliciter les performances techniques à garantir, le degré de fiabilité, l'impact des travaux sur la qualité du traitement,
- chiffrer de façon détaillée par nature de travaux, ouvrage et partie d'ouvrage, par corps d'état et prestation, les coûts d'investissement et d'exploitation.

4) Indemnités

Les candidats ayant remis une prestation, pourront être indemnisés au moyen d'une prime.

Le montant de la prime attribuée à chaque concurrent est égal au prix estimé des études à effectuer telles que définies par le règlement de la consultation.

Le règlement de consultation indique les modalités de réduction ou de suppression des primes des concurrents. Ainsi, le règlement prévoit un montant d'indemnité de 15 000 Euros HT par candidat ayant remis une prestation.

La prime du candidat pourra être supprimée si la commission a estimé l'offre incomplète ou ne répondant pas au règlement de consultation.

Par ailleurs, au vu de la qualité de l'offre remise, la prime attribuée sera pondérée, sur avis de la commission, dans la limite d'un abattement au plus égal à 20 % de son montant.

La rémunération du marché négocié restreint en procédure adaptée tiendra compte de l'indemnité reçue par le concurrent attributaire.

Les primes allouées aux candidats non retenus seront par ailleurs imputées au chapitre 011, article 6226 de la section de fonctionnement du Budget Annexe Assainissement et leur inscription comptable fera l'objet d'un étalement sur une durée de 5 ans en application des dispositions de la délibération 2002/0316 du Conseil de Communauté du 31 Mai 2002 mise à jour par délibération n°2005/0175 du 25 mars 2005.

5) Financement

Le financement de ces dépenses sera inscrit au budget annexe Assainissement, Chapitre 23 – Compte 2315 et 2313 pour le Génie Civil et outillages techniques, et les équipements liés aux fonctionnements de la station - CRB O200 – Programme UCBF, pour les exercices concernés (PPI 2010/2014).

L'opération d'augmentation de la capacité de traitement de la station d'épuration d'Ambès CD10 (extension ou reconstruction), fera l'objet d'une demande d'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, ainsi qu'auprès de l'ADEME. Le Conseil Général de la Gironde et le Conseil Régional d'Aquitaine seront également sollicités.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des «marchés publics», et notamment ses articles 10, 33 alinéas 3, 57 à 59 et 77,

Vu le projet de marché mis à la disposition des élus communautaires, à la Direction Centrale des Achats et Marchés située au 6e étage, immeuble le Guyenne, esplanade Charles de Gaulle, 33076 Bordeaux cedex, en application des articles L2121-12 et L2121-13 du C.G.C.T.,

et après avoir entendu le rapport de présentation,

CONSIDERANT :

Que pour permettre la réalisation des travaux précédemment évoqués, il est nécessaire de lancer une mise en concurrence sous forme de marché négocié restreint en procédure adaptée.

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'adopter le programme des opérations d'augmentation de la capacité de traitement, relatif au projet d'extension/reconstruction de la station d'épuration d'Ambès CD 10 sur la commune d'Ambès.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Président est autorisé à lancer les mises en concurrence en application de l'article 28 du Code des marchés Publics pour la dévolution du marché MAPA de type

Conception- Réalisation, relatif à l'augmentation de capacité de traitement de la station d'épuration des Eaux Résiduaires Ambès CD 10 sur la commune d'Ambès,

ARTICLE 3 :

Monsieur le Président est autorisé à arrêter la liste des candidats admis à réaliser les prestations,

ARTICLE 4 :

Monsieur le Président est autorisé à solliciter l'aide financière de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, de l'ADEME, du Conseil Régional d'Aquitaine, du Conseil Général de la Gironde et à signer, le cas échéant, les conventions correspondantes,

ARTICLE 5 :

Monsieur le Président est autorisé à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les conclusions mises aux voix sont adoptées.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 22 octobre 2010,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

<p>REÇU EN PRÉFECTURE LE 4 NOVEMBRE 2010</p> <p>PUBLIÉ LE : 4 NOVEMBRE 2010</p>

M. JEAN-PIERRE TURON